

Le demi-siècle du MCI

Quand des Mapuches récupèrent leurs terres ancestrales

Fuyant le Chili sous la dictature de Pinochet, Hayin-Ray Antileo est arrivée en Suisse, avec sa mère, en 1977, comme réfugiée. Son père appartient au peuple Mapuche. Au sein du Mouvement pour la coopération internationale (MCI), elle accompagne, avec l'avocate Aneli Valdes, également d'origine chilienne, un projet de récupération de terres ancestrales par des Mapuches de la Patagonie argentine. Le peuple Mapuche – mot qui signifie «les gens de la terre» – vivait depuis des temps immémoriaux dans de vastes régions du Chili et de l'Argentine actuels. Après avoir résisté aux Incas, puis aux colons espagnols, il fut victime, au 19^e siècle, de massacres et spolié d'une grande partie de son territoire. En Argentine, dans la province de Rio Negro, en Patagonie, un «Conseil Assesseur Indigène» (CAI) s'est constitué à partir de 1980, avec pour objectif la récupération de certaines de ces terres ancestrales.

Au début, le CAI entendait y parvenir par des voies légales, car la législation argentine reconnaît aux indigènes la propriété communautaire de leurs terres traditionnelles. De plus, le pays a ratifié la convention 169 de l'OIT sur les droits des peuples indigènes. «Cependant, on n'aboutissait à rien de cette façon. Alors des communautés se sont mises à occuper des terres, d'une manière pacifique, avec le soutien d'avocats pour légitimer leur action», explique Hayin-Ray Antileo.

Il s'agit de démontrer, en recourant à des documents et à la mémoire des habitants, que ces terres faisaient partie du territoire ancestral de ces communautés, ce que, bien sûr, ne reconnaît pas le cadastre officiel. Une partie d'entre elles se trouvent entre les mains de latifundistes. «Il n'y a pas toujours un propriétaire et quand il y en a un, il ne vit souvent pas sur place et il arrive même qu'il soit décédé. Par ailleurs, beaucoup de ces terres ne sont pas cultivées.»

Est-ce qu'il y a une réaction des latifundistes? «Oui, sans cesse. Ils s'appuient sur les autorités locales pour faire en sorte que les communautés partent de l'endroit qu'elles convoitaient. Ces derniers temps, on voit plus de réactions de ce type, car le mouvement a grandi, les revendications sont plus nombreuses et donc on dérange.» Cela génère-t-il de la violence? «Pas du côté des Mapuches, ils mènent une lutte pacifique. Il peut y avoir de la violence de la part de la police, d'autant que derrière tout cela, on trouve du racisme.»

La terre n'est pas qu'un bien économique

Plus de 200 000 hectares ont déjà été récupérés, sous l'égide du CAI, par une bonne vingtaine de communautés. «Avant une opération de récupération, il y a tout une période de formation et de reprise de conscience de la culture.



Il s'agit de savoir pourquoi l'on veut ces terres.

Par exemple, pour y célébrer des rites religieux, organiser des fêtes, des jeux, des événements culturels... La terre n'est pas seulement un bien économique, pas du tout. Si on la travaille, c'est pour l'autosubsistance. Elle permet de vivre, mais on ne va pas l'exploiter à la manière capitaliste, produire pour s'enrichir», souligne Hayin-Ray Antileo.

«Si la communauté connaît l'élevage des chèvres, elle se prépare à se lancer dans cette activité, si elle se compose d'agriculteurs, elle examine la possibilité de planter des pommes de terre ou autre chose. Avant de récupérer la terre, on étudie quelles activités l'on pourra exercer, en respectant l'environnement», ajoute-t-elle.

Il s'agit aussi de faire connaître aux Mapuches leurs droits en tant que peuple indigène et de défendre ces droits devant les instances provinciales et nationales ou devant l'opinion publique. On dispose pour cela, entre autres, d'une émission hebdomadaire dans une radio nationale. Tout un travail de lobby est effectué. Il y a aussi des groupes de soutien qui comprennent des troupes de théâtre, des défenseurs des droits de l'homme, des chercheurs, des juristes...

Va-t-on reprendre tous les territoires autrefois occupés par les Mapuches? «Bien sûr que non! Des villes ont été bâties en certains endroits. On ne va pas attaquer un autre peuple. On cherche à récupérer les terres plus ou moins vides. Le Conseil Assesseur Indigène n'a pas déterminé la superficie revendiquée. On ne cherche à obtenir que ce qui est nécessaire, ce dont on a besoin ». Le MCI soutient le CAI, avec une subvention de la Fédération genevoise de coopération (FGC). •

*Propos recueillis par
Michel Bavarel*